Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse

Herausgeber: Union syndicale suisse

Band: 4 (1912)

Heft: 9

Artikel: Instruction de la classe ouvrière par les organisations syndicales et le Parti socialiste en Suisse [suite]

Autor: [s.n.]

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-382953

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 11.08.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

ment les travailleurs de ces pays doivent demander à leurs gouvernements de refuser tout secours à l'Autriche-Hongrie et à la Russie, de s'abstenir de toute immixtion dans les troubles balkaniques et de garder une neutralité absolue. Si entre les trois grands pays qui guident la civilisation humaine une guerre éclatait pour la querelle serbo-autrichienne au sujet d'un port, ce serait une criminelle folie. Les travailleurs d'Allemagne et de France n'acceptent pas que des traités secrets puissent jamais leur faire une obligation d'entrer dans le conflit des Balkans.

Si dans la suite l'effondrement militaire de la Turquie ébranlait la puissance ottomane en Asie-Mineure, c'est le devoir des socialistes d'Angleterre, de France et d'Allemagne de s'opposer de toute leur force à une politique de conquête en Asie-Mineure, qui mènerait droit à la guerre universelle. Le congrès considère comme le plus grand danger pour la paix de l'Europe l'hostilité artificiellement entretenue entre la Grande-Bretagne et l'empire allemand. Il salue les efforts de la classe ouvrière des deux pays pour apaiser cet antagonisme. Il estime que le meilleur moyen à cet effet sera la conclusion d'un accord sur la limitation des armements navals et sur l'abolition du droit de prise maritime. Le congrès demande aux socialistes d'Angleterre et d'Allemagne leur propagande en vue de cet accord. L'apaisement des antagonismes entre l'Allemagne d'un côté, la France et l'Angleterre de l'autre, écarterait le plus grand péril pour la paix du monde. Il ébranlerait la puissance du tsarisme qui exploite cet antagonisme. Il rendrait impossible toute attaque de l'Autriche contre la Serbie et il assurerait la paix universelle. Tous les efforts de l'Internationale doivent tendre vers ce but.

Le congrès constate que toute l'Internationale socialiste est unie sur ces idées essentielles de la politique extérieure. Il demande aux travailleurs de tous les pays d'opposer à l'impérialisme capitaliste la force de la solidarité internationale du prolétariat. Il avertit les classes dirigeantes de tous les pays de ne pas accroître encore par des actions de guerre la misère infligée aux masses par le mode de production capitaliste. Il demande, il exige la paix. Que les gouvernements sachent bien que dans l'état actuel de l'Europe et dans la disposition d'esprit de la classe ouvrière, ils ne pourraient sans péril pour eux-mêmes déchaîner la guerre. Qu'ils se souviennent que la guerre franco-allemande a provoqué l'explosion révolutionnaire de la Commune, que la guerre russo-japonaise a mis en mouvement les forces de révolution du peuple russe. Qu'ils se souviennent que le malaise provoqué par la surenchère des dépenses militaires et navales a donné aux conflits sociaux en Angleterre et sur le continent une acuité inaccoutumée et déchaîné des grèves formidables.

Ils seraient fous, s'ils ne sentaient pas que la seule idée d'une guerre monstrueuse soulève l'indignation et la colère du prolétariat de tous les pays. Les travailleurs considèrent comme un crime de tirer les uns sur les autres pour le profit des capitalistes ou l'orgueil des dynasties ou les combinaisons des traités secrets. Si les gouvernements, supprimant toute possibilité d'évolution régulière, acculent le prolétariat de toute l'Europe à des résolutions désespérées, c'est eux qui porteront toute la responsabilité de la crise provoquée par eux. L'Internationale redoublera d'efforts pour prévenir la guerre par sa propagande toujours plus intense, par sa protestation toujours plus ferme. Le congrès charge à cet effet le bureau socialiste international de suivre les événements avec un redoublement d'attention et de maintenir, quoi qu'il advienne, la communication et les liens entre les partis prolétariens de tous les pays. Le prolétariat a conscience que c'est sur lui que repose à cette heure tout l'avenir de l'humanité et il emploiera toute son énergie pour empêcher l'anéantissement de la fleur de tous les peuples, menacés de toutes les horreurs des massacres énormes, de la famine et de la peste.

Le congrès fait appel à vous, prolétaires et socialistes de tous les pays, pour que, dans cette heure décisive, vous fassiez entendre votre voix. Affirmez votre volonté sous toutes les formes et partout. Elevez de toute votre force votre protestation unanime dans les parlements; unissez-vous dans des manifestations et actions de masses; utilisez tous les moyens que l'organisation et la force du prolétariat mettent en vos mains, de telle sorte que les gouvernements sentent constamment devant eux la volonté attentive et agissante d'une classe ouvrière résolue à la paix. Opposez ainsi au monde capitaliste de l'exploitation et du meurtre des masses, le monde prolétarien de la paix et de l'union des peuples.

Instruction de la classe ouvrière par les organisations syndicales et le Parti socialiste en Suisse.

De ce qui a été fait au sujet de l'instruction ouvrière.

Après avoir démontré le manque d'une œuvre d'instruction systématique et après avoir indiqué les causes principales pour lesquelles, à ce sujet, nous sommes restés en retard en Suisse, nous nous sentons obligés de parler également de ce

qui fut fait pour l'instruction ouvrière dans notre pays, des efforts et des sacrifices apportés à cet effet par nos organisations.

Depuis plus d'un demi-siècle, *la Société suisse du Grutli* fait régulièrement chaque année des sacrifices considérables en faveur du relèvement du niveau intellectuel de ses membres. Et il est incontestable que des milliers de camarades ayant joué ou jouant encore un rôle plus ou moins important dans le mouvement ouvrier politique suisse, aient puisé leur instruction initiale, soit dans les bibliothèques, salles de lecture et dans les assemblées et cours, soit dans les publications (journaux, brochures, almanachs, etc.) de la Société suisse du Grutli.

Il est certain que la Société suisse du Grutli a dépensé, depuis sa fondation en 1838, plusieurs centaines de mille francs en faveur de l'instruction de ses membres et il serait injuste de ne pas reconnaître que le prolétariat organisé a beaucoup profité des efforts de la Société suisse du Grutli, malgré que l'instruction offerte par elle fut surtout destinée à préparer les grutléens à la participation à une action de politique pratique.

Un peu plus tard, vers l'année 1868, après avoir décidé leur adhésion à l'association internationale, les *sociétés ouvrières allemandes*, dirigées par Ph. Becker, déployèrent une activité remarquable en faveur de l'instruction de la classe ouvrière en Suisse. Les sociétés ouvrières allemandes se sont distinguées spécialement dans leur activité pour l'instruction ouvrière par le fait qu'elles s'adressaient presque exclusivement au prolétariat des villes, pendant que les sociétés du Grutli comptaient parmi leurs membres un grand nombre de petits commerçants et d'artisans et qu'elles étendaient leur influence autant, sinon davantage, à la campagne qu'aux villes.

Enfin, n'oublions pas de faire ressortir l'activité considérable déployée jadis par les nombreuses sections romandes et allemandes de l'ancienne *Association internationale des travailleurs*, activité tendant à initier le prolétariat dans les questions les plus importantes constituant le grand problème social.

Malheureusement, il n'est plus guère possible de se rendre un compte exact de l'influence qu'avaient eue ces efforts, cela pour plusieurs raisons.

La *fluctuation considérable de l'élément ouvrier en Suisse* empêche l'observation régulière de l'effet des mesures prises à une date reculée, et ensuite *la lutte contre les nombreux adversaires au dehors* et finalement *les conflits internes* ont appelé les sections de l'association internationale à disparaître les unes après les autres.

Une période de réaction et de stagnation a suivi la chute de l'internationale. Pendant les premières années, dans la période de 1870 à 1880, il n'y avait guère que les sociétés du Grutli des grandes villes, quelques syndicats et quelques groupements plus ou moins socialistes pour procurer aux travailleurs en Suisse l'occasion de s'instruire en matière sociale.

Enfin, après la fondation de l'ancienne *Fédération ouvrière suisse* (en 1873), qui se composait, en 1875, de neuf sociétés du Grutli avec 656 membres, de cinquante autres sociétés politiques avec un effectif de 2085 membres, de douze caisses d'assurance contre la maladie avec 1099 membres et de cinquante syndicats avec 2490 membres, une activité intense de propagande socialiste et syndicale fut déployée un peu partout dans les milieux ouvriers. Cependant, des circonstances malheureuses entraînèrent, vers l'année 1881, la dissolution de l'ancien « Arbeiterbund » et au sujet de son activité au point de vue de l'instruction ouvrière, nous ne pouvons affirmer qu'une chose comme bien certaine, c'est que les organisations syndicales et politiques fondées en Suisse après 1880 ont beaucoup profité de l'activité propagandiste de l'ancienne Fédération ouvrière suisse.

Les années 1886 à 1891 marquèrent encore une époque de transformation importante dans les organisations ouvrières de notre pays. C'est à cette époque que la *Fédération suisse des syndicats professionnels* (Gewerkschaftsbund) fut chargée de l'administration de la caisse de réserve (une sorte de caisse de résistance à laquelle la Société du Grutli allouait une subvention annuelle). D'ailleurs, en 1887, la nouvelle Fédération ouvrière suisse procéda à la fondation du secrétariat ouvrier suisse. Dans les organisations socialistes, un mouvement de centralisation s'est produit en même temps que la division du travail entre les organisations syndicales et les organisations politiques s'est réalisée de plus en plus.

Vers 1890, les grandes *fédérations syndicales* commencèrent à se former par la fusion des petites fédérations corporatives des ouvriers sur bois, des métallurgistes, des travailleurs de l'industrie textile, etc.

D'autre part, les organisations politiques et la presse ouvrière commençaient à gagner de l'influence en même temps qu'elles prenaient plus d'extension aussi bien en Suisse romande que dans la Suisse allemande. Au fur et à mesure que ce mouvement de transformation et d'extension se produisait, il a fallu s'attaquer aux problèmes les plus variés et en même temps soutenir la lutte contre le patronat et la bourgeoisie, sans négliger la propagande.

Tout cela absorba les forces et moyens dis-

ponibles, de sorte qu'il ne resta plus grand'chose pour l'instruction proprement dite Les efforts faits dans ce sens par les syndicats, les unions ouvrières ou par les groupements politiques, ne pouvaient donner que des résultats fort modestes. Quant à une coordination, il ne pouvait en être question dans ces circonstances, chacun devant en premier lieu tenir compte de ses propres besoins les plus urgents. Ainsi il arriva que chez les uns on ne s'occupa que de questions économiques, pendant que les autres ne s'intéressaient qu'aux problèmes de politique pratique, de sorte que les rares militants qui cherchaient à mettre les grands problèmes théoriques en avant se voyaient souvent placés entre deux chaises et à côté du mouvement. Un peu partout ça manquait d'harmonie et de méthode.

Mais on aurait tort d'admettre que les efforts faits pour rehausser le niveau intellectuel de la classe ouvrière furent inutiles, parce qu'insuffisants. La preuve de leur valeur, nous la trouvons dans le développement réjouissant du mouvement ouvrier auquel nous assistons en Suisse, depuis le commencement de ce siècle. Les rapports publiés par le Parti socialiste suisse, par l'Union syndicale et par les fédérations syndicales, ainsi que les nombreux organes politiques et syndicaux paraissant aujourd'hui en Suisse, renseigneront tous ceux qui veulent s'orienter à ce sujet.

Rappelons simplement qu'au sujet de l'instruction de la classe ouvrière, une œuvre considérable s'accomplit depuis quelques années dans notre pays, œuvre à laquelle les organisations syndicales, politiques et corporatives contribuent chacune pour leur bonne part.

Nous possédons aujourd'hui pour défendre les intérêts de la classe ouvrière suisse 17 journaux politiques, dont 11 paraissent quotidiennement, les autres, deux ou trois fois par semaine; puis 22 journaux de syndicats paraissant une fois par semaine ou une fois toutes les deux semaines. On compte ensuite quatre journaux hebdomadaires publiés par les sociétés coopératives. Sur les 17 journaux politiques, quatre paraissent en langue française, et sur 22 journaux de syndicats, six paraissent en langue française, pendant que huit autres contiennent en même temps du texte français et allemand.

Dans la période de six ans, de 1906 à 1911, les 21 fédérations syndicales composant l'Union suisse des fédérations syndicales, ont dépensé 770,000 francs pour leurs organes de publication et près de 600,000 francs pour la propagande et l'instruction de leurs membres.

Nous ne savons pas ce que le Parti socialiste, la Société du Grutli et l'organisation centrale des socialistes allemands et autrichiens ont dépensé dans ce but pour la même période.

Il suffit de rappeler le fait que pendant l'année 1911 plus de six cents conférences ont été faites au sein des Sociétés du Grutli et que l'organisation centrale des socialistes allemands a organisé au moins quatre cents conférences dans les différentes villes suisses pendant la même année. Les sections de la société suisse du Grutli possèdent en fait de bibliothèque plus de 40,000 volumes. La bibliothèque centrale de l'Union ouvrière, à Zurich, contient plus de 4000 volumes, celle de l'Union ouvrière, à Berne, compte près de 1500 volumes sans compter les nombreuses brochures. Il n'existe pas de relevé statistique sur l'activité d'instruction de nos organisations syndicales en dehors de ce que l'on peut sortir des rapports financiers. Mais nous savons, par expérience, que l'immense majorité des syndicats ouvriers en Suisse s'efforce d'organiser au moins une conférence instructive (sans compter les conférences d'agitation) par trimestre. Nous savons également qu'une grande partie de nos syndicats disposent de bibliothèques plus ou moins importantes. Bref, au point de vue de la quantité on n'est pas trop mal placé en Suisse. Il ne faut pas oublier d'ailleurs qu'à côté des nombreux journaux et brochures publiés par nos organisations ouvrières, politiques et syndicales du pays, il circula en Suisse une quantité considérable de journaux et d'autres matières de littérature socialiste ou syndicale provenant des pays voisins et ainsi il semble que celui qui veut s'instruire a largement l'occasion de le faire. En même temps que les syndicats et les organisations politiques travaillent dans ce sens, une grande partie de l'œuvre d'instruction repose sur les *Unions ouvrières*. Dans plusieurs villes, entre autres à St-Gall, à Winterthour, à Bâle, à Zurich, à Berne, pour la Suisse allemande, et à La Chaux-de-Fonds, à Lausanne et à Genève pour la Suisse romande, on ne se contente pas d'organiser occasionnellement des conférences sur les différents sujets intéressant la classe ouvrière, mais grâce à l'institution de commissions d'éducation ou d'universités ouvrières, on établit chaque année un programme d'instruction que l'on cherche à réaliser dans le courant de l'hiver. L'état du mouvement ouvrier dans les villes citées permet à l'observateur attentif de se rendre compte à peu près de l'effet de l'œuvre d'instruction déployée par les unions ouvrières. Mais il ne faut pas manquer de tenir compte à ce sujet de l'effet de la fluctuation de l'élément ouvrier, effet qui n'est pas le même dans toutes les villes.

En somme, on doit reconnaître qu'en comparant ce qui se fait aujourd'hui au sujet de l'instruction et de l'éducation de la classe ouvrière avec ce qui a été fait dans le passé, un progrès important existe.

D'autre part, la croissance en extension et en influence des organisations ouvrières en Suisse prouve que le travail fait jusqu'à présent n'a pas été vain, malgré qu'on aimerait voir les résultats encore meilleurs en songeant aux sacrifices considérables consentis à cet effet par les travailleurs organisés de notre pays.

Ce qui reste à faire de notre œuvre d'instruction.

Si la quantité de notre travail d'instruction peut paraître suffisante, la qualité laisse souvent à désirer et le manque de méthode existe en permanence dans ce domaine.

Il y a sept ans, un militant d'une grande organisation syndicale en Allemagne s'exprima comme suit au sujet des lacunes à constater à notre œuvre d'instruction :

« Ce qui nous manque surtout, c'est du *système, de la profondeur ou de la solidité et de la méthode* dans notre activité pour l'instruction de la classe ouvrière. C'est justement dans ce domaine qu'un éparpillement des forces s'est produit et qui peut avoir des conséquences fatales.

Ce que l'on offre comme instruction dans nos organisations, c'est trop superficiel, trop morcelé.

Une fois, on organise une conférence sur *le travail et le capital*, une autre fois, il s'agit *du mouvement syndical anglais*, puis il est question de la *Révolution française*, et ensuite de *Moïse et de Darwin*, et finalement *des fédérations patronales et des lock-outs*, etc.

C'est là un parfait ragoût, dont l'auditeur aura de la peine à tirer profit. Peut-être qu'il s'amusera, mais il n'apprendra sûrement pas grand'chose. C'est pour ces raisons que je recommande des séries de conférences, moins nombreuses, mais mieux préparées et mieux coordonnées entre elles, pour que les auditeurs en profitent le plus possible. »

Depuis sept ans, les organisations ouvrières en Allemagne ont fait de beaux efforts pour combler les lacunes signalées. Aujourd'hui, la situation n'est plus la même. Par contre, en Suisse, nous en sommes à ce sujet-là encore où l'Allemagne en était il y a 10 ou 12 ans. En général, on dépend de la bonne volonté de camarades qui veulent bien se prêter pour faire des conférences ou pour écrire des articles ou des brochures. Nous devons être heureux de trouver des camarades ainsi, sans oser nous préoccuper de leur propre instruction, de leurs capacités et connaissances, et c'est là ce qui nous livre au pire diléttantisme.

Pourtant, en Suisse plus que n'importe ailleurs, nous aurions doublement besoin d'une œuvre d'instruction mieux organisée, et voici pourquoi.

D'abord, la situation économique et politique générale de notre pays ne fait pas ressortir la différence de classe aussi visiblement comme c'est le cas dans des pays avec un développement industriel plus considérable, ou dans des pays où la féodalité et la monarchie plus ou moins absolue règnent encore.

Même dans notre industrie de fabrique, les petits établissements et les établissements moyens (de 20 à 40 ouvriers) prédominent encore et en même temps nous devons constater que, parmi les ouvriers de fabrique, ceux qui sont encore attachés à la campagne forment la majorité.

Enfin il reste à tenir compte du phénomène déjà cité de la forte fluctuation et de la diversité des langues et nationalité des ouvriers travaillant en Suisse.

Tout cela rend le travail d'une instruction continuelle et méthodique beaucoup plus difficile, pendant que, d'autre part, nos syndicats et nos groupements politiques étant infiniment plus petits et plus faibles que par exemple ceux de l'Allemagne, les forces et moyens nous manquent un peu de tous les côtés. Il ne faut donc pas s'étonner de ce que nous ayons tant de peine à arriver à une situation plus satisfaisante au sujet de l'instruction ouvrière.

Enfin la division ou la spécialisation du travail entre les différentes organisations rend cette œuvre encore bien plus difficile.

Le développement intérieur, le recrutement des membres et les exigences de la lutte de tous les jours, tout cela absorba les forces et moyens disponibles au point qu'il ne resta plus beaucoup pour l'instruction.

N'oublions pas que, dans la période de l'année 1905 à 1910, nos syndicats en Suisse ont augmenté leurs effectifs de 40, de 50 ou même de 100 %. Il va de soi que ces organisations, en majeure partie très jeunes encore, n'ont pas eu la possibilité de suivre dans leur œuvre d'instruction le tempo qu'a suivi l'œuvre de propagande. En outre, nous constatons que si par exemple les organisations patronales sont en état d'engager des forces spéciales, bien instruites et préparées pour leur rôle, et bien rétribuées aussi, nos organisations ouvrières, surtout les fédérations syndicales, ont beaucoup de peine à trouver des fonctionnaires capables de répondre à toutes les exigences du mouvement.

Les petits salaires et le peu de sécurité d'existence que la plupart de nos organisations syndicales peuvent offrir à leurs fonctionnaires et, d'autre part, la facilité pour un homme versé dans la politique sociale d'obtenir une fonction publique, mieux rétribuée, plus certaine et plus agréable, et enfin le fait que la participation au mouvement de politique pratique absorbe une

quantité considérable de forces, tout cela contribue à augmenter les difficultés qu'ont nos syndicats pour trouver le nombre et la qualité nécessaire de fonctionnaires et de militants.

Rendons-nous compte de la besogne qu'exige le bon fonctionnement de l'administration, des services de secours, de la préparation des mouvements de salaire, les relevés statistiques, la propagande quotidienne, les traductions, etc., et rappelons-nous que pour accomplir cette besogne nous ne disposons que d'un petit nombre de camarades ayant à peine quitté l'atelier s'ils n'y travaillent encore, de camarades insuffisamment instruits et peu préparés à l'accomplissement d'une tâche aussi importante et difficile telle que le bon fonctionnement de l'organisation ouvrière l'exige.

Il va de soi que des camarades ainsi surchargés et si peu préparés n'arrivent pas facilement à s'orienter sur le mouvement en général, et encore bien moins à développer leur intellect, à augmenter suffisamment leurs connaissances générales pour pouvoir instruire les autres.

Il faut que les hommes de confiance et les fonctionnaires de nos organisations ouvrières trouvent le temps, et il faut que l'ensemble des organisations syndicales et politiques leur fournissent les moyens et l'occasion pour mieux s'instruire. C'est là ce qui est à faire pour commencer si nous voulons réaliser une œuvre d'instruction méthodique, systématique et plus efficace que ce qui a existé jusqu'à présent.

Une fois cette condition remplie, nous aurons plus de succès dans la propagande. La capacité du développement, la force et les chances de succès dans l'action de nos organisations ouvrières augmenteront à mesure que nos militants auront la possibilité de mieux s'instruire en matière sociale.

D'autre part, nous devons en même temps aider les Unions ouvrières et tous les groupements syndicaux et politiques dans leurs efforts pour l'instruction ouvrière.

Une organisation seule ne pourrait pas davantage qu'un militant seul apporter remède au mal. C'est un domaine, celui de l'instruction ouvrière, où l'Union syndicale et le Parti socialiste suisse doivent unir leurs efforts pour réaliser ensemble ce qu'une organisation isolée ne pourrait obtenir.

Premières mesures prises en vue d'une amélioration de la situation.

Une conférence de militants des syndicats, des organisations politiques et des Unions ouvrières a été convoquée, à la fin du mois de juin de cette année, par l'Union syndicale et le Parti socialiste suisse, pour prendre position vis-à-vis du grand problème qui nous occupe aujourd'hui.

Cette réunion, qui a eu lieu à Bienne, fut assez revêtue, puisque plus de cent camarades venus de toutes les régions de la Suisse y ont pris part. C'est une preuve que les inconvénients et les maux que nous venons de signaler, sont éprouvés un peu partout. Avec grande attention, les camarades réunis à Bienne ont pris connaissance de notre exposé de la situation analogue à celui que nous venons de faire.

Après avoir longuement discuté les arguments avancés et les propositions formulées par les orateurs, la conférence décida:

1. D'approuver en principe l'idée de réaliser à bref délai la collaboration entre l'*Union syndicale* et le *Parti socialiste suisse* sur le domaine de l'instruction ouvrière.

2. De charger une commission spéciale pour étudier les voies et moyens par lesquels il serait possible d'obtenir à bref délai une amélioration générale et en même temps une activité plus intense, plus efficace sur le domaine de l'instruction ouvrière.

Cette commission, composée des camarades Greulich, Grimm, Zinner, Platten, Nobs, Brandler, Albert, Mandel et Huggler, après avoir étudié les questions qui lui étaient soumises, a formulé les propositions suivantes, approuvées à la suite par la commission syndicale, ainsi que par le comité directeur du Parti socialiste suisse:

1. Le comité du Parti socialiste suisse et la commission syndicale nommeront une *commission spéciale pour l'instruction ouvrière en Suisse.* Cette commission se composera de dix membres à nommer à parts égales (cinq membres de chaque) par le Parti socialiste et par la commission syndicale pour une durée de deux ans.

La commission pour l'instruction ouvrière en Suisse aura pour tâche:

a) D'organiser des commissions d'instruction ouvrière dans les localités importantes et dans les régions où elles n'existent pas;

b) d'élaborer des programmes modèles et des catalogues modèles pour les cours d'instruction, les conférences et pour les bibliothèques. D'indiquer aux camarades la littérature. De procurer aux groupements des orateurs, éventuellement des instituteurs pour les conférences et cours d'instruction. Eventuellement, la commission devra apporter un appui financier en faveur de l'œuvre d'instruction aux groupements financiers;

c) d'aider les Unions ouvrières, les organisations ouvrières syndicales ou politiques dans l'organisation de cours d'instruction;

d) d'aider autant que possible les groupements dans leurs arrangements artistiques;

e) de favoriser la fondation de bibliothèques ouvrières.

Organisation d'une statistique uniforme sur l'activité des organisations ouvrières en Suisse, sur le domaine de l'instruction.

2. Pour aider la commission à remplir sa tâche, un secrétariat sera créé dont le fonctionnaire devra se rendre utile comme conférencier en même temps qu'il se chargera des affaires du secrétariat.

3. Le comité du Parti socialiste et la commission syndicale garantissent la contribution d'une somme de 2000 fr. (1000 fr. chaque partie) pour deux années aux frais occasionnés par l'activité de la commission d'instruction et par la fondation du secrétariat. Ces frais sont évalués à environ 7000 fr. par année. Aussi longtemps qu'il ne sera pas possible d'obtenir des organisations une contribution spéciale pour l'œuvre de l'instruction ouvrière, les frais dont le Parti socialiste et l'Union syndicale ne peuvent se charger, seront couverts par prélèvement des frais de délégation, par les subventions de sociétés coopératives, ainsi que par les dons volontaires des syndicats ou des groupements ouvriers politiques.

Entre temps, la commission spéciale a été constituée. La commission syndicale chargea les camarades Greulich, Fallet, A. Graber et Huggler et la camarade M. Walter à en faire partie, pendant que le Parti socialiste a nommé les camarades Mandel, Pfluger, Nobs, Grimm pour faire partie de cette commission.

Entre temps, c'est-à-dire le mardi 30 octobre, cette commission a tenu sa première séance où elle a constitué son bureau et discuté son programme d'activité.

Nous sommes tous d'accord que, pour les premiers temps, notre commission d'instruction ouvrière ne pourra obtenir que des réultats modestes par son activité.

Le peu de moyens et de forces disponibles actuellement, ne nous permettra pas de travailler tout de suite en grand comme ce serait nécessaire et comme nous l'aurions désiré.

Cependant, ce qui a été fait jusqu'à ce jour doit vous prouver, camarades, que la bonne volonté ne manque pas parmi les membres de la commission d'instruction ouvrière. En nous efforçant de réaliser le plus possible avec les moyens que l'on nous prête aujourd'hui, nous sommes persuadés que même des résultats modestes encourageront les organisations politiques et syndicales ouvrières pour nous prêter toutes les forces et moyens dont nous avons besoin pour mener à chef l'œuvre entreprise en commun, l'organisation systématique et méthodique de l'instruction ouvrière en Suisse.

En attendant, les délégués des congrès du Parti socialiste et de l'Union syndicale peuvent favoriser notre œuvre en approuvant, en aidant ensuite à réaliser les thèses présentées par le président de notre commission, le camarade Herman Greulich.

La revision de la loi fédérale sur les fabriques.

Travail de nuit et du dimanche.

(Suite.)

Arguments des patrons pour le maintien du travail à deux équipes de 12 heures.

Malgré qu'au point de vue des intérêts de l'industrie aussi, le souci de la sécurité et du bien-être des ouvriers se justifie pleinement, les patrons des établissements à exploitation continue s'opposent de toutes leurs forces à l'adoption des art. 41 et 42, tels qu'ils furent présentés dans le projet de revision du Conseil fédéral. C'est ce qui engagea, malheureusement, la commission du Conseil national à reculer en empirant d'une manière très regrettable les dispositions attaquées par les grands industriels de notre pays.

Pourtant, en examinant de près les arguments avancés par elle et les industriels, on sera forcé de constater que ces arguments ne justifient pas du tout les propositions faites aujourd'hui par la commission du Conseil national.

Le principal argument, avancé à ce sujet par le patronat, nous semble être celui de la *concurrence internationale* (concurrence étrangère). Les industriels prétendent que les branches les plus importantes de l'industrie de notre pays se trouveraient sérieusement menacées, en obligeant les établissements de ces industries à introduire le travail à trois équipes (8 heures), à la place de celui de deux équipes (12 heures). Dès que l'on se demande quelles seraient les branches industrielles entrant en ligne de compte ici, on trouvera que la majeure partie de ces branches ne subissent que peu ou pas du tout l'influence de la concurrence étrangère.

C'est le cas, par l'exemple, pour les nombreuses usines à gaz, usines électriques ou hydrauliques. C'est le cas pour les salines, les scieries et pour la plupart des imprimeries et boulangeries.

Les quelques usines métallurgiques et les laminoirs qui sont encore exploités en Suisse jouissent d'une clientèle certaine dans le pays. Ce sont les nombreuses fabriques de machines et les fabriques de montres qui leur achetent leurs produits. D'ailleurs, la majeure partie des usines métallurgiques et des laminoirs en Suisse ne